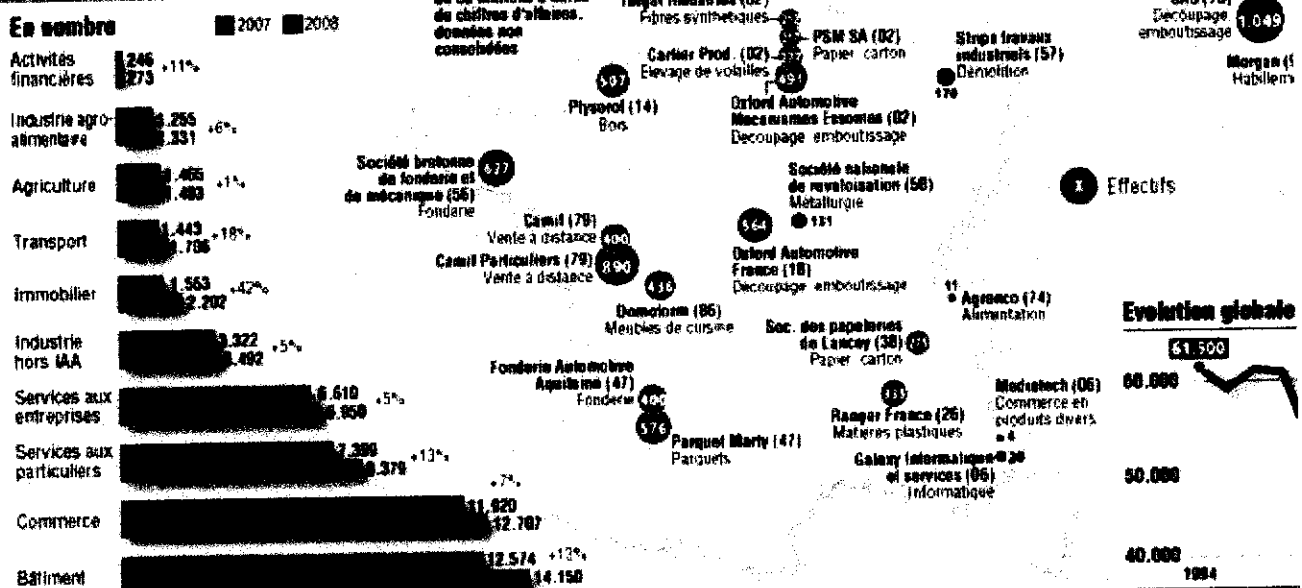


# Les défaillances d'entreprises ont crû de plus de 10 % l'année dernière

[ 06/01/09 ] 4 commentaires

Selon le cabinet Altares, 55.000 défaillances d'entreprises ont été enregistrées l'an dernier. L'immobilier est le secteur le plus affecté. Les fédérations patronales ne sont cependant pas toutes alarmistes sur l'évolution de la conjoncture.

## Les défaillances d'entreprises en France en 2008



Les statistiques des défaillances d'entreprises illustrent la contagion de la crise financière à l'économie « réelle ». Selon les données quasi définitives d'Altares, spécialisé dans l'information sur les entreprises, 55.000 jugements d'ouvertures de procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ont été enregistrés l'an dernier, soit une hausse de 10,3 % par rapport à 2007, en accélération par rapport au bilan du premier semestre. Le nombre de défaillances (y compris les artisans et les professions libérales) ne retrouve pas, toutefois, ses niveaux du milieu des années 1990 (plus de 61.000 cas en 1996).

Sur une comptabilisation un peu différente, l'assureur-crédit Euler Hermes SFAC enregistre une hausse de 14 % l'an dernier, avec près de 57.000 défaillances. « Toutes les régions sont dans le rouge », note Thierry Millon, responsable des études d'Altares. « L'Île-de-France s'en sort plutôt mieux en limitant la dégradation à environ 5 %. La plupart des régions retrouvent leur niveau de défaillance de 1997. »

### Le pic se verra en mars ou avril

Camif, Wasteels ou, en décembre, Morgan : 27 entreprises - contre 28 en 2007 - réalisant plus

de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires ont fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation l'an dernier. « *Les difficultés sont davantage sensibles sur les entreprises de 20 à 49 salariés qui, elles, font généralement moins de 10 millions d'euros de chiffre d'affaires* », observe Thierry Millon. Dans les secteurs, c'est l'immobilier qui a connu la plus forte hausse de défaillances (+ 42 %, avec 2.200 cas). Mais l'industrie, mieux préservée ces dernières années, enregistre aussi une hausse de 5 %, avec près de 3.500 cas.

« *Si le recul du PIB est aussi fort que prévu au quatrième trimestre, le pic de défaillances se verra en mars ou en avril* », prévoit Karine Berger, directrice des études d'Euler Hermes SFAC. Notant que l'impact des mesures décidées ces derniers mois (soutien à la trésorerie et aux financements, etc.) pour amortir le choc reste difficile à évaluer, l'assureur-crédit table sur 63.000 défaillances cette année.

### « Rien à voir avec 1975 »

L'industrie sera en première ligne, et notamment l'automobile, les ventes de voitures en France ayant chuté de 15,8 % en décembre (voir page 19). Pour autant, les chefs d'entreprise, tous secteurs confondus, attaquent la nouvelle année sans forcément broyer du noir. Outre l'automobile, les biens intermédiaires - les composants électriques, par exemple - subissent, eux aussi, un retournement, indique l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), mais bien d'autres métiers s'estiment « *en phase de stabilité de l'activité* », comme par exemple la mécanique. D'autres secteurs « *conservent une pente positive* », comme l'aéronautique et le ferroviaire. Un diagnostic fortement nuancé par l'Insee dans sa dernière enquête auprès des industriels.

Le moral des patrons est donc très contrasté à l'aube de 2009. Dans le bâtiment, on se félicite des mesures gouvernementales en faveur de l'isolation ou de la construction HLM, mais on s'inquiète de l'attentisme que pourrait susciter la perspective d'un deuxième plan de relance. « *Beaucoup d'entreprises consomment leurs carnets de commandes sans vraiment le reconstituer* », observe le président de la Fédération française du bâtiment, Didier Ridoret.

Selon la CGPME, « *tout le monde n'a pas encore été impacté, mais l'inquiétude domine un peu partout* ». « *L'année 2008 s'est assez bien terminée et à titre individuel, les petites entreprises disent qu'elles vont s'en sortir. Du coup, elles jugent le discours politique très anxieux pour 2009* », ajoute Stephan Brousse, en charge des PME au Medef. Les artisans, eux, font le gros dos. « *Ce n'est ni la catastrophe ni l'euphorie, la situation est étale* », relève le président de l'UPA, Pierre Martin, pour qui « *il y aura des dégâts cette année, mais rien à voir avec 1975, 1983 ou 1993* ».

### GUILLAUME DELACROIX ET VÉRONIQUE LE BILLON

4 commentaires

Réagir à cet article

Tous droits réservés - Les Echos 2009